

## Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

### Faits saillants – Période du 20 au 26 Novembre 2020

- Afrique australe : La fondation Mo Ibrahim pointe une dégradation de la gouvernance dans la sous-région
- Afrique du Sud : Les agences Moody's et Fitch dégradent leur notation souveraine
- Botswana : L'inflation atteint 2,2% au mois d'octobre
- Mozambique : Le PIB s'est contracté de 1,1% au troisième trimestre

### Afrique australe

*Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain*

	Taux de change Pour 1 USD Au 26 Novembre	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2020
<b>Afrique du Sud</b>	15,2 ZAR	2,6%	6,8%	-2,9%	-7,9%
<b>Angola</b>	651,8 AOA	1,5%	-2,1%	-25,6%	-26%
<b>Botswana</b>	10,9 BWP	0,4%	2,5%	-1,1%	-3,2%
<b>Mozambique</b>	73,4 MZN	-0,8%	-1,8%	-12,9%	-16,3%
<b>Zambie</b>	21 ZMW	-0,6%	-3,4%	-30,3%	-32,9%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2020)

*La fondation Mo Ibrahim pointe une dégradation de la gouvernance dans la sous-région au cours des dernières années*  
L'indicateur de la Fondation Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique (*Index on African Governance – IIAG*) pour l'année 2019 a été publié le 19 novembre dernier. L'IIAG attribue un score sur 100 aux pays africains sur la base de 237 variables/questions réparties en trois catégories : (i) la lutte contre la corruption, (ii) les problématiques d'inclusion et de lutte contre les inégalités et (iii) le respect de l'environnement. Avec un score moyen de 53, l'Afrique australe est l'ensemble régional dont le score IIAG est le plus élevé. On observe cependant de fortes disparités au sein de la zone : le Botswana, l'Afrique du Sud et la Namibie se classent dans le top 10, bien au-dessus de la moyenne continentale (49) avec des scores respectifs de 67, 66 et 65. A l'inverse, le Zimbabwe (46), l'Eswatini (44) et l'Angola (40) occupent le bas du classement. La Zambie (52) et le Malawi (51) se situent à un niveau intermédiaire. La Fondation pointe une dégradation de la gouvernance en Afrique australe ces dernières années, notamment en Afrique du Sud, en Zambie et au Mozambique pour ce qui concerne les problématiques de sécurité, de respect des droits et d'inclusion des populations – accès aux services publics, représentation politique, libertés civiles, etc.

### Afrique du Sud

*Les agences Moody's et Fitch dégradent leur notation souveraine un peu plus loin en territoire spéculatif*

Le 21 novembre, les agences Fitch et Moody's ont annoncé la dégradation de la notation souveraine sud-africaine de long terme – à BB- pour la première et Ba2 pour la seconde (soit trois et deux crans en-deçà de la catégorie « investissement »), tout en maintenant une perspective négative. Les deux agences émettent en particulier des doutes sur la capacité du gouvernement à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires au retour d'une croissance forte et durable. Elles expriment également des doutes sur la mise en place des mesures d'assainissement budgétaire requises pour remettre les finances publiques sur un chemin plus soutenable (salaires de la fonction publique, soutien aux entreprises publiques en difficulté, etc.), notamment dans le contexte électoral de 2021. A noter que l'agence *Standard & Poor's* a maintenu sa notation à BB (soit deux crans en territoire spéculatif). L'impact sur le rendement des obligations souveraines a été modéré voire nul, dans un contexte général d'optimisme des marchés internationaux qui avaient aussi largement anticipé les dégradations.

*La banque centrale réaffirme la solidité du système bancaire domestique* (South African Reserve Bank – SARB)

Selon le rapport de la SARB sur la stabilité financière pour le second semestre 2020, les banques commerciales d'importance systémique (au nombre de six) disposent d'un niveau de liquidité et de fonds propres (*capital buffer*) suffisants pour faire face au choc économique actuel sans précédent. Même dans les scénarios les plus dégradés, les *stress tests* démontrent que les banques conserveraient des ratios prudentiels supérieurs au minimum réglementaire

requis. Le rapport attire toutefois l'attention sur un risque élevé d'insolvabilité des agents à court terme qui aura des répercussions sur les performances du secteur bancaire.

*Au mois d'octobre l'inflation a légèrement accéléré pour s'établir à 3,3% (Stats SA)*

En octobre, le taux d'inflation a légèrement augmenté pour atteindre 3,3% sur un an, contre 3% le mois précédent et 2,1% en mai (dernier point bas observé) – au-delà du consensus qui s'établissait aux alentours de 3%. La composante « transport », en lien avec le niveau des prix du carburant, continue d'expliquer le taux d'inflation relativement faible. En octobre, les secteurs qui ont le plus contribué à l'inflation sont les suivants : composantes alimentaires (+5,6% sur un an et contribution positive de 0,9 point), logement (+2,8% et +0,7 point) et biens et services divers (+6,7% et +1,1 point). Pour mémoire, le comité de politique monétaire de la SARB a décidé de maintenir son taux directeur à 3,5% le 18 novembre dernier par une décision de trois votes contre deux.

### **Botswana**

*L'inflation accélère au mois d'octobre pour atteindre 2,2% sur un an (Statistics Botswana)*

Au mois d'octobre le taux d'inflation a atteint 2,2% sur un an, après 1,8% au mois de septembre. Les principaux postes contributeurs à l'augmentation des prix sont « le logement, l'eau et l'électricité » (+6,6% sur un an, soit une contribution positive de +1.2 point) et l'alimentation (+4.3% et +0.6 point), contrebalancés par la modération des prix dans le secteur des transports (-2.5% et -0.6 point).

### **Mozambique**

*La contraction du PIB se confirme au troisième trimestre (Instituto Nacional de Estatística)*

Selon les données publiées par l'Instituto Nacional de Estatística le 25 novembre, le PIB s'est contracté de 1,1% lors du troisième trimestre 2020, par rapport à la même période en 2019, après -3,3% au deuxième trimestre, au plus fort de la crise – marquant ainsi une légère amélioration de la situation. Cette évolution s'explique principalement par la baisse de l'activité dans le secteur « hôtellerie et restauration » (-31,4% contre -35,8% au deuxième trimestre) qui reste affectée par la fermeture des frontières et dans les industries extractives (-16,1% contre -25,6%) en lien notamment avec la baisse de la demande mondiale et les effets du confinement. Les bonnes performances du secteur agricole (+4,1%), principal contributeur au PIB du pays, devraient permettre de limiter l'impact de la crise. Pour l'ensemble de 2020, l'agence statistique nationale table sur une contraction du PIB de 1,6% (en légère amélioration), contre -0,5% pour le FMI.

### **Zambie**

*La banque centrale maintient son taux directeur à 8% (Bank of Zambia – BoZ)*

Le comité de politique monétaire de la BoZ a annoncé le 17 novembre sa décision de maintenir le taux directeur à 8%, malgré des pressions inflationnistes qui demeurent fortes dans le pays (prévision d'un taux d'inflation sur un an de 16,7% au quatrième trimestre 2020) et qui s'expliquent principalement par la forte dépréciation du kwacha. La banque centrale estime qu'une hausse du taux directeur à ce stade fragiliserait davantage l'économie, fortement affectée par la crise du Covid-19 et les difficultés financières du pays – les prévisions tablent sur une contraction du PIB comprise entre 4% et 5% en 2020. Pour mémoire, le gouvernement zambien a fait défaut mi-novembre sur le remboursement d'une échéance d'une obligation émise sur le marché international (*eurobond*).

### **Zimbabwe**

*La contrebande d'or estimée à près d'1,5 Md d'USD en 2019 (International Crisis Group)*

Dans un rapport publié le 24 novembre 2020, l'ONG *International Crisis Group* attire l'attention sur l'importance du phénomène de contrebande d'or au Zimbabwe, estimé à près de 1,5 Md USD en 2019. L'or est une des principales matières premières exportées par le pays et la première source de devises étrangères. Selon le rapport, le secteur est caractérisé par une prééminence de la production artisanale (près des deux-tiers des volumes) et largement sous exploité, résultat de la mise en place d'un système centralisé d'achat à un prix bien inférieur aux cours mondiaux.

**Copyright**  
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

**Clause de non-responsabilité**

Le SER de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur** : Service Economique Régional de Pretoria, avec la contribution des Services Economiques de Luanda et Maputo

**Adresse** : 250 Melk Street, Nieuw Muckleneuk, Pretoria /

**Rédigées par** : Antoine WILLENBUCHER

**Revues par** : Fabien BERTHO